



AVIS D'APPEL D'OFFRES

00000085

0 1. JUIL 2026 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°...../AONO/MINEE/CIPM/2026 du
POUR LA CONSTRUCTION D'UN RESEAU ELECTRIQUE MT/BT SUR L'AXE
MOM 1 – SONG TOUGOUM, DANS LA COMMUNE DE MAKAK, DÉPARTEMENT DU NYONG
ET KELLE, RÉGION DU CENTRE (EN PROCEDURE D'URGENCE)

FINANCEMENT : Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité (FDSE) Intervention
d'Urgence exercice 2026.

MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Fonds de Développement du Secteur de l'Electricite (FDSE) du MINEE) Intervention d'Urgence, 2026, le Ministre de l'Eau et de l'Énergie lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la construction d'un réseau électrique MT/BT sur l'axe Mom 1 – Song Tougoum, dans la commune de Makak, département du Nyong et Kelle, région du Centre (en procédure d'urgence).

2. Consistance des travaux

La consistance des prestations, objet du présent Appel d'Offres est répartie ainsi qu'il suit :

- Les travaux préparatoires ;
- La construction d'un réseau MT monophasé 2.17 km
- La construction d'un réseau mixte MT/BT 1.58 km
- Le poste de transformation H61 monophasé 2.00
- La construction d'un réseau BT monophasé 4*25mm2 7.26 km
- Les prestations diverses ;
- Le branchement ménage.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres se feront en un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : **148 603 042 (cent quarante-huit millions six cent trois mille quarante-deux) FCFA TTC.**

5. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **six (06) mois.**

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine des études, de la fourniture et de la construction des ouvrages électriques de distribution. La participation sous forme de groupement est admise à condition que le chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité (FDSE) Intervention d'Urgence exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire 60 B0 341 0 25000001 0435 524112

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *exclusivement en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, au tarif en vigueur, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à : **Deux millions neuf cent mille (2 900 000) FCFA assorti de la CDEC** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. ***L'absence de la caution de soumission entraînera le rejet pur et simple de l'offre.*** Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Ministère de l'Eau et de l'Energie, , aux heures et jours ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 13, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Ministère de l'Eau et de l'Energie.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenue au Ministère de l'Eau et de l'Energie Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 1 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cent milles (100 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, e-mail, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission étant en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le au plus tard le 07 IIIII 2026 à 10 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme

et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 27 JUIL 2028 à 11 heures par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Energie à Yaoundé –Mvog Ada, nouveau bâtiment annexe.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis acquittée à la main et timbré aux tarifs en vigueur assorti du récépissé CDEC ;

- Non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
 - Non-respect du format de fichier des offres ;
 - Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
 - Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
-
- Note technique inférieure à 80% de Oui (9 OUI sur 11 OUI) :**
- Absence de la capacité financière supérieure ou égale à : **quarante-quatre millions (44 000 000) FCFA** ;
 - Engagement sur l'honneur à préfinancer à hauteur de 30% de la soumission ;
 - Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
 - Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
 - Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
 - Absence ou non-conformité d'une copie du récépissé de consignation de la caution de soumission délivré par la CDEC ;
 - Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
 - Absence de la clé de sauvegarde ;
 - Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
 - CCAP et CCTP paraphés sur chaque page et signés assortis de la mention « lu et approuvé ».

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre ;
- Les références du soumissionnaire ;
- La qualification et l'expérience du personnel
- Les moyens logistiques
- La méthodologie
- Le plan QHSE
- La visite de site

NB : Ces critères sont détaillés à l'article 6.1 du RPAO

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée là moins-disant *en incluant le cas échéant les remises proposées.*

17. Nombre maximum de lots :

Le présent appel d'offres est en un lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) **jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

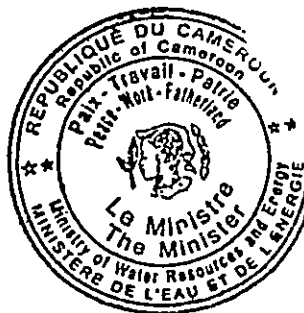
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables soit au Service des Marchés Publics du MINEE Tél : 222 23 00 13 ou à la Direction de l'Électricité du MINEE B.P 70 Yaoundé, Tél. 222 22 61 83 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le Maître d'Ouvrage au numéro 222 23 00 13.

Yaoundé, le 01 JUIL 2026

Le Ministre de l'Eau et de
l'Énergie
(Maître d'Ouvrage)



G. Essomba Gaston
Eloundou Essomba Gaston

Copies :

- MINMAP (Pour information) ;
- ARMP (Pour publication) ;
- CIPM (pour information) ;
- DAG (Pour archivage) ;
- Affichage chrono.



INVITATION TO TENDER

0 1 JUL 2026
OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER NO. 00000085/AONO/MINEE/CIPM/2026 OF
FOR THE CONSTRUCTION OF A MEDIUM-VOLTAGE/LOW-VOLTAGE ELECTRICITY
NETWORK ALONG THE MOM 1 – SONG TOUGOUM ROUTE, IN THE MAKAK COUNCIL,
NYONG AND KELLE DIVISION, CENTRE REGION (UNDER EMERGENCY PROCEDURE)

FUNDING : Electricity Sector Development Fund (ESDF) Emergency Response – Financial
Year 2026

CONTRACTING AUTHORITY: MINISTRY OF WATER AND ENERGY

1. Subject of the Invitation to Tender

As part of the Electricity Sector Development Fund (ESDF) Emergency Response, 2026, the Minister for Water and Energy hereby launches an Open National Invitation to Tender for the construction of a MV/LV electricity network along the Mom 1 – Song Tougoum route, in the Makak Council, Nyong and Kelle division, Centre region (under emergency procedure).

2. Scope of Work

The scope of the services covered by this Invitation to Tender is broken down as follows:

- Preparatory works;
- Construction of a single-phase MV network 2.17 km
- Construction of a combined MV/LV network 1.58 km
- The H61 single-phase transformer station 2.00
- Construction of a single-phase low-voltage network, 4 × 25 mm² 7.26 km
- Miscellaneous works;
- Household connection.

3. Lots / Allotment

The works covered by this Invitation to Tender shall be carried out as a single (01) lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the project, following the preliminary studies, is: 148,603,042 (one hundred and forty-eight million, six hundred and three thousand and forty-two) CFA francs, including VAT.

5. Execution Period

The maximum time limit set by the Contracting Authority to complete the works covered by this invitation to tender is six (06) months.

This deadline starts from the date on which the service order to commence the services is notified.

6. Participation and origin

Participation in this tender is open to companies incorporated under Cameroonian law with proven experience in the fields of studies, supply and construction of electrical distribution works. Participation by joint venture is permitted, provided that a lead partner is designated and the specific responsibilities of each member are clearly defined.

7. Funding :

The works covered by this invitation to tender are financed by the Electricity Sector Development Fund (ESDF) Emergency Response for the 2026 financial year, under budget line 60 B0 341 0 25000001 0435 524112

8. Submission method

The submission method for this invitation to tender is **exclusively online**.

9. Bid bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a bid bond, at the current rate, paid in cash, issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts, as listed in Document 14 of the Tender File, the amount of which is: **Two million nine hundred thousand (2,900,000) CFA francs, accompanied by the CDEC receipt**, and valid for up to thirty (30) days beyond the initial expiry date of the tenders. ***Failure to provide the bid bond will result in the outright rejection of the tender.*** A bid bond that has been lodged but is unrelated to the tender in question, shall be deemed not to have been submitted. The bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session will be deemed inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The hard copy of the tender documents may be consulted free of charge during office hours on working days at the Ministry of Water and Energy, Department of General Affairs, Public Contracts Service, 3rd floor of the Ministerial Building No. 1, Room No. 3T12, PO Box 70, Yaoundé, Tel: 222 23 00 13, as soon as this notice is published.

The document can also be viewed online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armac.cm), or via any other electronic means of communication as indicated by the Ministry of Water and Energy.

11. Acquisition of the Tender File

A hard copy of the tender documents may be obtained from the Ministry of Water and Energy, Department of General Affairs, Public Contracts Service, 3rd floor of the Tower, Ministerial Building No. 1, Door No. 3T12, PO Box 70, Yaoundé, Tel: 222 23 00 1, as soon as this notice is published, upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of one hundred thousand (100,000) CFA francs, payable to the Public Treasury.

When collecting the tender documents, tenderers must register by providing their full address. (Postal address, fax, email, telephone, etc.).

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for the electronic version. However, electronic submission is subject to payment of the Tender File purchase fee.

12. Submission of tenders

As the tender is to be submitted online, the tender document, drafted in French or English, must be submitted by the tenderer via the COLEPS platform no later than **27 JUL 2026 at 10.00 am sharp**. A backup copy of the tender, saved on a USB stick or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly marked 'backup copy', in addition to the above, within the specified deadline.

File size and format

For online submissions, the maximum file sizes for documents to be uploaded via the platform and

which constitute the tenderer's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall use file compression software to reduce the size of the files to be submitted.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, technical and financial bids must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following shall be deemed inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the deadline for submission;
- Bids that do not comply with the submission method.
- Bids that do not specify the name of the Invitation to tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT), or submission of the bid in copies only.

Any incomplete bid, as defined in the Tender File, will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts, or failure to comply with the templates for the documents in the Tender File, will result in the bid's outright rejection without any right of appeal. A bid bond that has been lodged but is unrelated to the tender in question shall be deemed not to have been submitted. The tender bond submitted by a tenderer during the tender opening session will be deemed inadmissible.

14. Opening of Bids

Tenders will be opened in a single phase on 27 JUL 2026 at 11.00 am by the Ministerial Tenders Board in Yaoundé – Mvog Ada, new annex building.

Only bidders may attend this opening session or be represented at it by a single person of their choice who has been duly authorised to act on their behalf, even in the case of a joint venture.

The required documents for the administrative file must be submitted as originals or as copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations of the Invitation to Tender, failing which the application will be rejected. They must be less than three (03) months old or have been issued after the date on which the invitation to tender was signed

If any document in the administrative file is missing or non-compliant at the time of the opening of tenders, the tender will be rejected following a 48-hour period granted by the Commission.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminary criteria

- Absence or non-compliance of the tender bond at the time of opening of bids, paid in cash and stamped at the current rates, accompanied by the CDEC receipt;

- Failure to produce, within 48 hours of the opening of bids, a document from the administrative file that was deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (with the exception of the bid bond);
- Failure to comply with the file format for bids;
- No backup copy in the event of a COLEPS platform malfunction;
- False statements, fraudulent practices or forged documents;
- Technical score below 80% 'Yes' (9 'Yes' out of 11 'Yes');
- Absence of a financial capacity of **forty-four million (44,000,000) CFA francs or more;**
- A sworn commitment to pre-finance 30 per cent of the tender;
- Absence of a sworn declaration certifying that the bidder has not abandoned any worksites during the past three (3) years;
- Absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
- Absence of any document forming part of the Financial Bid (the Letter of Bid, the Unit Price Schedule, or the Bill of Quantities and Cost Estimates);
- Absence or non-compliance of a copy of the receipt for the deposit of the bid bond issued by the CDEC;
- Absence of the Integrity Charter duly dated and signed;
- the lack of a backup key;
- Absence of the Declaration of Commitment to Comply with Environmental and Social Clauses, duly dated and signed;
- The Special Administrative Clauses (SAC) and the Special Technical Clauses (STC), initialled on each page and signed, bearing the words "Read and Approved".

15.2. Essential criteria

The key criteria for the eligibility of tenderers will, by way of indication, relate to:

- the presentation of the bid;
- the tenderer's references;
- staff qualifications and experience
- logistical resources
- the methodology
- the QHSE plan
- the site visit

NB : *These criteria are detailed in Article 6.1 of the Special Regulations of the Invitation to Tender (SRIT).*

16. Award

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose tender is assessed as the lowest, taking into account, where applicable, any discounts offered.

17. Maximum Number of Lots:

This invitation to tender comprises a single lot.

18. Bid Validity Period

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Further information may be obtained during working hours from the Public Contracts Service of the Ministry of Water Resources and Energy (MINEE), Tel.: 222 23 00 13 or to the Electricity Department of the MINEE, PO Box 70, Yaoundé, Tel. 222 22 61 83, or online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight Against Corruption and Malpractices

To report any practices, incidents or acts of corruption, or instances of malpractice, please call CONAC on 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (by text message or phone call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the Contracting Authority on 222 23 00 13.

Yaounde,
the 01 JUILLET 2026
The Minister of Water and
Energy
(Contracting Authority)

Copies:

- MINMAP (For information) ;
- ARMP (For publication) ;
- CIPM (For information) ;
- DAG (For archiving) ;
- Posting/ chrono.



G. Essomba Gaston
Eloundou Essomba Gaston